

se lance dans une voie tout à fait contraire à celle qu'il avait suivie jusqu'alors et voici ce que disait son nouveau prodige financier, dans le deuxième paragraphe de son discours: " Nous sommes encore un jeune pays, si nous comptons d'après la manière dont on juge l'âge des nations, nos industries et nos ressources naturelles sont encore dans leur enfance, et à me sure que nous grandissons, que nous développons nos ressources et que notre population augmente, il est inévitable que nos dépenses augmentent. La somme qui aurait pu paraître énorme à nos pères, et même extravagante, ne représente aujourd'hui que la dépense nécessaire et exigée pour le progrès du pays. Bien comprise et bien appliquée une dépense extraordinaire signifie un placement pour l'avenir, dont nous récolterons des bénéfices et qui donneront au trésor un ample rendement sur les déboursés actuels. Nulle province ou pays ne peut rester immobile, il faut avancer ou reculer."

Quel langage diffèrent de celui qu'avaient tenu ses prédécesseurs et même son chef actuel sur la politique à suivre dans la province de Québec. On sait quelle guerre acharnée on a faite contre le régime Mercier au sujet de sa politique de progrès, mais voici ce nouveau trésorier et son chef qui se déclarent ouvertement en faveur d'une dépense au-delà de nos ressources.

Après avoir tonné contre l'extravagance du régime libéral et s'être déclaré pour la plus stricte économie, voilà que ce nouveau prodige financier de M. Flynn exprime les mêmes idées que celles énoncées par ce gouvernement qui avait été condamné avec tant d'acharnement par les deux autres trésoriers et la phalange ministérielle d'alors.

L'honorable ex-trésorier déclare emphatiquement que " bien comprise et bien appliquée, une dépense considérable signifie un placement pour l'avenir." " Nulle province, ajoute-t-il, ou pays ne peut rester immobile, il faut avancer ou reculer."

Ses deux prédécesseurs disaient: " Il ne faut pas avancer, ni faire de dépense au delà de nos ressources ordinaires." L'hon. M. Taillon, dans son exposé budgétaire, avait déclaré que pour atteindre l'équilibre dans nos finances, il ne fallait plus songer à accorder de nouveaux subsides, ni faire revivre ceux qui étaient périmés, ni d'en transporter d'une compagnie à une autre, non plus qu'entreprendre d'autres travaux publics, à moins d'avoir les moyens de les payer avec nos propres ressources.

L'année suivante, l'hon. M. Atwater préconise des idées contraires. La situation financière était-elle différente de l'année précédente? Au contraire, elle était plus difficile et plus tendue, car nous étions en face d'une plus grande dépense, d'une dette augmentée et d'un revenu diminué par l'abolition de taxes.

Tout cela n'était donc que de la mise en scène. Ces messieurs ont le grand talent de se modifier et de présenter un état d'âme différent suivant qu'ils passent d'un rôle à un autre.

Avant 1837, ces honorables messieurs étaient en faveur d'une politique large et généreuse. De 1874 à 1887 l'excès des dépenses